

LETEMPS

«Si les HUG et le CHUV se disputent des patients en Valais, j’y vois une saine stimulation»

Hôpitaux Le Réseau Santé Valais fait l’objet de vives critiques depuis le licenciement polémique d’un de ses cadres. Pour le ministre Maurice Tornay, la qualité des soins est garantie «dans les limites de la médecine»



Maurice Tornay: «Les hôpitaux valaisans sont performants.»

keystone

Xavier Filliez

Le licenciement, fin février, du médecin-chef Daniel Savioz (LT du 25.02.2010), qui avait mis en doute la qualité d’interventions pointues dans le domaine de la chirurgie viscérale et abdominale au Réseau Santé Valais (RSV), a entraîné une cascade de critiques à l’encontre de l’institution et révélé d’autres malaises. Certains témoignages, entendus en coulisses depuis la réforme des hôpitaux il y a six ans, sont désormais recueillis méthodiquement par un ancien conseiller d’Etat, Serge Sierro, et un professeur, Jean-Claude Pont. Ils jettent le doute sur la qualité des soins – notamment en cardiologie – et la sécurité des patients. Plus «arbitre» que «joueur» dans ce match-là, Maurice Tornay, dont le Département de la santé est l’organe de surveillance du RSV, établissement de droit public autonome, répond néanmoins à ces attaques à répétition.

Le Temps: Si vous souffriez du colon ou du cœur, vous n’hésiteriez pas à vous faire traiter en Valais?

Maurice Tornay: Non. Je suis prêt à faire confiance à ceux qui exercent la médecine, sachant que le résultat n’est jamais garanti d’avance. La médecine n’est pas une science exacte mais un art. Les critiques faites ces dernières semaines ne sont pas fondées. Les hôpitaux valaisans sont aussi performants que les autres hôpitaux du pays. J’ai sollicité l’avis de deux experts qui ont conclu au bon fonctionnement du système de santé. Et les chiffres de notre Observatoire de la santé, aucunement manipulés comme certains le prétendent, le prouvent également même s’ils ne veulent pas tout dire.

Des témoignages mettent en doute la qualité des soins en chirurgie cardiaque à Sion, dû à l’absence de masse critique. Vous êtes insensible à la nécessité de concentration des cas?

Sur 400 000 activités stationnaires et 320 000 ambulatoires au RSV, il est normal que chaque citoyen valaisan ait connaissance d’une prise en charge qui n’ait pas été optimale. Personne ne conteste la nécessité d’une concentration des cas sur un nombre restreint de sites.

Mais il faut distinguer la médecine hautement spécialisée des autres interventions. Si nos hôpitaux ont affaire à un cas de médecine hautement spécialisée, ils le transfèrent à l'Inselspital de Berne, au CHUV ou aux HUG.

Le rédacteur en chef de la revue «Médecine & Hygiène», Bertrand Kiefer, prétend que le Valais est un terrain de chasse pour le CHUV et les HUG qui y ont des rabatteurs: les médecins engagés au RSV. Cela ne vous choque pas?

L'image est très parlante. C'est probablement le cas et cela résulte logiquement d'un marché qui s'ouvre à la concurrence. La santé est aussi un business. Ce qui m'intéresse, c'est d'entretenir et d'améliorer le système de santé pour les Valaisans et pour ceux qui feront le choix de se faire soigner chez nous. Or, cette chasse aux patients a aussi l'effet d'une saine stimulation entre grands spécialistes. Le reste, les querelles éventuelles entre hôpitaux universitaires, ne m'intéresse pas.

«Chape de silence», «régime de terreur», «copinages»: les critiques sont aussi vives sur la gestion de l'institution...

Tout ce qui touche aux nominations n'est pas du ressort de l'autorité de surveillance. Lors de la création du RSV, le Conseil d'Etat a exigé que la restructuration n'entraîne aucun licenciement. C'est aussi pour répondre à cette exigence que des nominations résultant de transferts entre établissements ont eu lieu, dont certaines sont aujourd'hui contestées. On entend dire que le personnel est muselé. Et quand des médecins-chefs publient une lettre ouverte pour prendre position en faveur du RSV, comme ce fut le cas cette semaine, on prétend qu'ils sont forcés de parler. Pensez-vous que des personnes de ce rang puissent être à ce point mises sous tutelle?

Si ces critiques n'ont pas lieu d'être, que recherchent Messieurs Pont et Sierro?

Je ne leur prête aucune intention. Cela ne m'intéresse pas de qualifier leur action.

Le médecin cantonal et chef du Service de la santé, Georges Dupuis, est très critiqué, taxé d'omnipotence. Vous n'y voyez aucun lien de cause à effet?

Le docteur Dupuis exerce un certain nombre de compétences parce que des dispositions légales les lui attribuent. Il a passé vingt-cinq ans dans la santé publique et il est incollable. L'étendue de ses connaissances, éventuellement, peut laisser penser qu'il exerce un pouvoir totalitaire. Plusieurs de mes homologues romands m'ont avoué qu'ils nous l'enviaient. En revanche, je réfléchis pour l'avenir à séparer les fonctions de médecin cantonal et de chef du Service de la santé. La question se posera lors du départ à la retraite du docteur Georges Dupuis.

Si le RSV n'a rien à cacher, le temps ne serait-il pas venu de procéder à un audit indépendant sur la qualité des soins, comme le demandent certains députés cette semaine au Grand Conseil?

De multiples expertises ont déjà été faites sur la qualité des soins, ainsi que sur le degré de satisfaction des patients et du personnel. Nous poursuivrons de cette manière, en dehors de ce contexte polémique.